

Minister of
Foreign Affairs



Ministre des
Affaires étrangères

Ottawa, Canada K1A 0G2

FEB 27 2018

L'honorable Raynell Andreychuk
Présidente, Comité sénatorial permanent des
affaires étrangères et du commerce international
Sénat du Canada
Ottawa (Ontario)
K1A 0A4

Madame la Sénatrice,

Le gouvernement du Canada tient à exprimer sa reconnaissance au Comité pour le travail accompli, il est conscient que cette étude a été réalisée durant plusieurs mois et qu'elle a nécessité des rencontres avec un éventail d'intervenants lors d'audiences à Ottawa et d'une mission d'information de cinq jours en Argentine. Le gouvernement remercie également les intervenants qui ont formulé des commentaires et fourni de l'information tout au long de l'étude.

Conformément au règlement 12-24(3) du Sénat, je suis heureuse de répondre, au nom du gouvernement du Canada, aux recommandations formulées dans le rapport du Comité sénatorial permanent des affaires étrangères et du commerce international intitulé « Les relations entre le Canada et l'Argentine à l'aube d'une nouvelle ère? », rapport qui a été déposé le 1^{er} juin 2017.

Ce document exhaustif démontre la volonté du Comité d'entreprendre des études lorsque des pays vivent des changements politiques et économiques rapides pour évaluer les possibilités, pour le Canada, de renforcer ses relations bilatérales. Les recommandations qu'il contient font ressortir les perspectives politiques, économiques et sociales qui pourraient se concrétiser grâce au renforcement des relations entre le Canada et l'Argentine, ainsi que les possibilités d'accroître l'harmonisation dans le cadre de dossiers régionaux et internationaux pertinents.

Les points de vue que nous avons présentés au Comité, ainsi que l'analyse que contient le rapport, cadrent très étroitement avec le dialogue renouvelé entre le gouvernement du Canada et l'Argentine. La réponse du gouvernement ci-jointe est favorable au rapport sur l'Argentine qu'a préparé le Comité et aborde indépendamment chacune des sept recommandations formulées par ce dernier.

.../2

Comme le souligne à juste titre le rapport du Comité, l'élection du président Macri en novembre 2015 a marqué un changement de cap important dans l'orientation future de l'Argentine, et offre des occasions considérables au Canada de renforcer et de revitaliser sa relation avec ce pays. Au cours des deux dernières années, le gouvernement du Canada s'est employé à repérer ces occasions et à y donner suite, à commencer par la visite du premier ministre Trudeau en novembre 2016, qui a permis aux deux dirigeants de s'engager concrètement à revitaliser la relation entre leurs pays au moyen d'un programme impressionnant favorisant un engagement renouvelé, dans plusieurs domaines. Depuis ce temps, on constate un maintien de la collaboration de haut niveau.

La réponse ci-jointe décrit les diverses mesures prises par le gouvernement du Canada depuis l'élection du président Macri pour renforcer la relation, et elle souligne notre volonté à explorer de nouveaux domaines de collaboration.

Vous trouverez donc ci-jointe une copie de la réponse du gouvernement aux recommandations du rapport.

Veillez agréer, Madame la Sénatrice, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.



L'honorable Chrystia Freeland, c.p., députée

Pièce jointe

**RÉPONSE DU GOUVERNEMENT AU RAPPORT DU COMITÉ SÉNATORIAL
PERMANENT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DU COMMERCE
INTERNATIONAL : LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À
L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?**

INTRODUCTION

Le gouvernement du Canada est heureux de répondre au rapport du Comité sénatorial permanent des affaires étrangères et du commerce international (AECI ou « le Comité ») intitulé *Les relations entre le Canada et l'Argentine à l'aube d'une nouvelle ère?*

Le gouvernement du Canada reconnaît le travail accompli par le Comité et accueille favorablement l'analyse, les opinions et les recommandations qui découlent des consultations menées par le Comité auprès d'un large éventail d'intervenants. Le Comité cherchait à examiner les possibilités de renouveler les relations canado-argentine et de renforcer le réseau du Canada dans les Amériques. Le gouvernement a examiné attentivement le rapport du Comité et les recommandations qu'il contient et est heureux de répondre à la conclusion du Comité selon laquelle le gouvernement du Canada devrait moderniser ses relations avec l'Argentine en misant sur des stratégies qui consolident les relations bilatérales politiques et commerciales et favorisent des changements constructifs au profit de la stabilité et de la prospérité à long terme du pays et de la région. La réponse du gouvernement aux recommandations donne un bon aperçu de l'engagement soutenu et consolidé du Canada à l'égard de l'Argentine. Le gouvernement du Canada est d'avis que la collaboration avec l'Argentine revêt une importance stratégique pour le Canada et que ce pays demeure un partenaire clé dans la région.

Recommandation 1 : Le Comité recommande que le gouvernement du Canada élabore et mette à jour les politiques et les cadres bilatéraux et multilatéraux applicables, notamment la Stratégie d'engagement du Canada dans les Amériques et le Plan d'action sur les marchés mondiaux, afin de prendre en compte les nouvelles priorités de l'Argentine et de s'adapter aux tendances qui se dessinent dans la région.

Le Canada accorde une grande importance au resserrement de ses relations avec les pays de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes (ALC). L'engagement du Canada dans l'hémisphère n'a jamais été aussi fort. Cet engagement repose largement sur les relations qu'entretiennent nos peuples, notamment en raison des larges diasporas de l'ALC présentes au Canada, de la vaste portée des échanges universitaires et du volume considérable de voyages effectués par les habitants des différents pays de la région. Le gouvernement lancera prochainement une stratégie progressiste en matière de commerce et d'investissement qui aidera les entreprises canadiennes à exporter vers les marchés étrangers, et les juridictions canadiennes à attirer les investissements étrangers directs. La nouvelle Stratégie progressiste relative au commerce et à l'investissement établira le cadre des relations commerciales du Canada avec les marchés internationaux (traditionnels ou émergents), notamment en Amérique latine, où l'Argentine est un joueur économique régional de taille et un membre important du bloc commercial régional MERCOSUR. La nouvelle stratégie progressiste en matière de commerce et d'investissement fait

partie de l'engagement du gouvernement à favoriser la croissance de l'économie canadienne grâce à l'augmentation des exportations, tout en s'assurant que tous les segments de la société puissent tirer profit du commerce et des investissements et bénéficier des avantages qui en découlent. Notamment, en modernisant les accords commerciaux et en prévoyant l'ajout de dispositions visant des domaines importants comme la transparence, les droits des travailleurs, l'environnement, l'égalité entre les sexes et les petites et moyennes entreprises. L'engagement du Canada en Argentine et dans la région reflète nos intérêts et est axé sur la protection et la promotion du Canada et des Canadiens, l'amélioration de la sécurité régionale, la promotion de la croissance économique inclusive, le renforcement de la démocratie ainsi que la promotion de la diversité, de l'inclusion et des droits de la personne.

Relations bilatérales

Même si la performance économique affichée par l'Argentine s'avère très cyclique et ponctuée de périodes de croissance robuste suivies d'épisodes de ralentissement ou de crise, les mesures correctives adoptées par le président Macri depuis son élection sont très encourageantes. Comme l'indique le rapport du Comité, l'élection du président Macri en novembre 2015 représente un changement significatif quant à l'orientation politique et économique de l'Argentine et entraîne des transformations majeures au chapitre de la libéralisation des marchés et de la coopération régionale. Après douze ans de protectionnisme et de croissance axée sur le consommateur, dont la mise en œuvre s'appuyait sur une forte intervention étatique à tous les niveaux, l'administration du président Macri faisait face à des enjeux interreliés d'inflation élevée (42 % en 2016), de diminution des réserves de la banque centrale, de ralentissement de la croissance, de problèmes d'endettement considérables, de fuite des capitaux, de contrôle des exportations et des changes, de stagnation économique, de déficit énergétique majeur et de subventions insoutenables. Dès le début de son mandat, le président Macri a mis de l'avant une série de réformes économiques ambitieuses et nécessaires, y compris l'assouplissement du contrôle des changes et la facilitation des envois de fonds à l'étranger, l'élimination de nombreux contrôles à l'importation et à l'exportation ainsi que l'amélioration de l'efficacité des contrôles restants. Le gouvernement du président Macri a également convenu d'un règlement avec les créanciers obligataires, ce qui a permis à l'Argentine de retourner sur les marchés de capitaux avec des conditions plus favorables et d'émettre 16,5 milliards de dollars américains en nouvelles obligations. Ces changements représentent pour le Canada et les entreprises canadiennes une excellente occasion de revitaliser les relations avec l'Argentine.

Le président Macri mise sur l'investissement dans les infrastructures comme facteur prépondérant pour stimuler l'essor économique, favoriser la croissance durable et, ultimement, éliminer la pauvreté. Pour atteindre ces objectifs à moyen terme, l'Argentine devra investir environ 100 milliards de dollars d'ici 2019, lesquels proviendront d'investissements publics, multilatéraux et privés (essentiellement étrangers). L'Argentine a récemment établi un cadre de réglementation visant les partenariats public-privé (PPP). Ce cadre a pour but de renforcer la protection contre les risques politiques et promouvoir un environnement prévisible pour les entreprises locales et étrangères de manière à appuyer l'ambitieux programme d'infrastructures du pays. Au cours de la dernière année, l'ambassade du Canada en Argentine a déployé des efforts en vue de positionner le Canada en tant que partenaire de choix dans le cadre des PPP, tout en facilitant l'établissement de liens entre experts canadiens et argentins. Au début 2018, l'ambassade apportera un soutien à la visite de M. Mark Romoff, président du Conseil canadien pour les partenariats public-privé (CCPPP), et appuyera la participation d'une délégation

argentine de spécialistes des secteurs public et privé à la conférence du CCPPP qui se tiendra en novembre 2018 à Toronto.

Le rétablissement de l'accès du porc canadien au marché argentin constitue depuis longtemps une question commerciale de la plus haute importance pour le gouvernement du Canada. Le 17 novembre 2017, le Service national de la salubrité et de la qualité des aliments (SENASA) de l'Argentine a confirmé dans une lettre adressée à l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) que toutes les étapes requises pour rouvrir le marché argentin aux exportations de porc canadien avaient été menées à bien et que l'accès au marché pour le porc canadien avait été officiellement accordé. Le règlement de cette question de longue date constitue une retombée concrète de la visite du premier ministre Trudeau en Argentine l'an dernier.

Le Canada est également intéressé par les possibilités que les secteurs des énergies renouvelables et de l'exploitation minière, pétrolière et gazière offrent aux entreprises canadiennes (ces débouchés seront précisés dans les réponses aux recommandations 2 et 3). Les entreprises canadiennes commencent à s'intéresser de plus en plus au marché argentin, bien que les investisseurs veuillent s'assurer que l'Argentine est déterminée à instaurer un cadre réglementaire rigoureux.

Au cours des deux dernières années, le Canada a intensifié de façon considérable ses échanges bilatéraux avec l'Argentine, comme en témoigne le nombre de visites de haut niveau, la plus significative étant celle du premier ministre Trudeau en novembre 2016, qui s'est conclue par un engagement mutuel à consolider les relations grâce au déploiement d'efforts axés sur des domaines prioritaires d'intérêt commun et au renforcement de la collaboration pour traiter des enjeux régionaux et internationaux. En outre, le premier ministre Trudeau a rencontré le président Macri à cinq autres occasions (au Sommet du G20 de Hambourg en juillet 2017, au Sommet du G20 de Hangzhou en septembre 2016, à la conférence de Sun Valley en juillet 2016, au Sommet sur la sécurité nucléaire en mars 2016 et au FEM de Davos en janvier 2016), ce qui leur a offert d'autres occasions de discuter des relations bilatérales et des possibilités de collaboration. Qui plus est, le ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social, M. Jean-Yves Duclos, a effectué une visite en Argentine en mai 2017. En octobre 2016, la vice-présidente de l'Argentine, M^{me} Gabriella Michetti, a visité le Canada accompagnée de plusieurs vice-ministres responsables de portefeuilles liés au commerce et à l'économie. M^{me} Michetti a eu une brève rencontre en tête-à-tête avec le premier ministre Trudeau, en plus de rencontrer l'ancien ministre Stéphane Dion, la ministre Hadju (alors à la tête du ministère de la Condition féminine) et la ministre Qualtrough (alors responsable du ministère des Sports et des Personnes handicapées). La ministre Freeland a tenu une rencontre bilatérale avec le ministre des Affaires étrangères de l'Argentine, M. Jorge Faurie, le 25 octobre 2017, en marge de la réunion du Groupe de Lima à Toronto. Des rencontres de haut niveau organisées récemment ont dénoté un changement de ton et d'approche très net qui montre bien la volonté de l'Argentine à jouer un rôle plus actif sur la scène internationale et au sein des institutions multilatérales en général, et de collaborer plus activement avec le Canada en particulier. Le 9 octobre 2017, le ministre Champagne a eu une brève rencontre avec la ministre Susanna Malcorra à l'occasion de la miniconférence ministérielle de l'OMC, au Maroc, et en décembre 2017 lors de la onzième conférence ministérielle de l'OMC tenue à Buenos Aires, en Argentine. Il y a rencontré également le ministre des Mines et de l'Énergie, M. Juan Jose Aranguren, le ministre des Affaires étrangères, M. Faurie. On constate de part et d'autre un optimisme indéniable et une

volonté réelle de donner un nouvel élan à la relation bilatérale. En renforcement l'engagement de haut niveau, le gouvernement du Canada a manifesté son soutien à l'Argentine qui travaille à améliorer sa situation macro-économique tout en positionnant le Canada comme un partenaire de choix pour la deuxième économie en importance d'Amérique du Sud.

La visite du premier ministre Trudeau en Argentine en 2016, en jetant les bases d'une future collaboration dans des domaines stratégiques, témoigne clairement du renouvellement des relations entre le Canada et l'Argentine. Les deux dirigeants ont mis de l'avant un programme ambitieux, appuyé par des engagements concrets, qui permettra de renforcer nos relations. Le gouvernement du Canada a depuis effectué des progrès dans plusieurs de ces engagements, notamment :

- Le Canada a apporté une aide technique pour appuyer l'engagement de l'Argentine d'accueillir des réfugiés de la Syrie et des pays avoisinants, y compris en ce qui concerne le parrainage privé et l'intégration des réfugiés. En décembre 2016 et en mai 2017, des fonctionnaires argentins ont participé à l'Initiative mondiale de parrainage de réfugiés organisée à Ottawa par Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC).
- Les consultations bilatérales sur les droits de la personne ont été relancées en mars 2017.
- La collaboration a été intensifiée avec l'Argentine dans le domaine de la gouvernance inclusive et responsable, notamment par l'échange de pratiques exemplaires canadiennes relatives à la gouvernance ouverte comme moyen de favoriser la transparence. Le président du Conseil du Trésor, M. Scott Brison, a participé au Sommet du partenariat pour un gouvernement ouvert qui s'est tenu les 21 et 22 novembre 2017, à Buenos Aires.
- Le Canada versera une contribution de 1 million de dollars sur quatre ans pour collaborer avec la section argentine de Transparency International – Poder Ciudadano – afin de lutter contre la corruption en Argentine dans le cadre de l'initiative Intégrité, mobilisation, participation, responsabilité, anticorruption et transparence (IMPACT).
- Pour donner suite à l'engagement du Canada d'accroître la collaboration en matière de recherche sur les questions polaires et subpolaires, le PDG de Savoir polaire Canada, M. David J. Scott, s'est rendu en Argentine en mars 2017 pour explorer d'éventuelles possibilités de coopération. L'Argentine compte 18 stations en Antarctique. De ce nombre, six fonctionnent toute l'année et cherche à évaluer la possibilité d'installer des technologies propres pour appuyer leurs opérations. Il y a un réel potentiel d'élargir la coopération arctique, par exemple en ce qui a trait aux glaciers et aux questions polaires, en particulier dans le cadre de recherches menées avec l'Institut des sciences de la mer de Rimouski (ISMER) à l'Université du Québec à Rimouski (UQAR).
- Les représentants du Canada poursuivent leur travail en vue de parvenir à un consensus sur les libellés de l'Accord sur la sécurité sociale Canada-Argentine et l'entente administrative connexe. Cet accord favorisera les relations entre les peuples en ce sens qu'il permettra aux personnes ayant vécu et travaillé au Canada et en Argentine d'être admissibles à des bénéfices en fonction de leur adhésion au système de pensions de chaque pays.
- En mai 2017, le Canada et l'Argentine ont signé un accord bilatéral d'assistance mutuelle en matière douanière qui instaurera un cadre juridique leur permettant d'échanger des renseignements douaniers afin de prévenir, enquêter et combattre les infractions douanières, afin d'établir des mécanismes d'aide mutuelle visant à assurer la bonne

application des lois douanières.

- L'Argentine a éliminé l'exigence d'un visa d'affaires pour les gens d'affaires canadiens (décembre 2016) et a aboli les frais de réciprocité qui s'appliquaient aux voyageurs canadiens (janvier 2018). Ces mesures faciliteront les échanges, le tourisme et les liens entre les peuples et stimuleront le commerce bilatéral, l'investissement et la coopération en matière d'innovation entre les deux pays.
- Le Canada et l'Argentine ont relancé les consultations bilatérales sur le nucléaire pour favoriser la coopération bilatérale et multilatérale dans les domaines du désarmement, de la non-prolifération et de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire.

La visite du premier ministre a également permis de réévaluer le potentiel associé à d'éventuelles négociations d'un accord de libre-échange (ALE) avec le MERCOSUR. Des discussions exploratoires ont été amorcées en 2011, mais n'ont pas donné lieu à des négociations. Toutefois, les changements politiques dans la région, en particulier au Brésil et en Argentine, ont suscité un intérêt accru à l'égard des échanges commerciaux entre le Canada et le MERCOSUR. Depuis le début 2017, le dialogue a été relancé et les discussions exploratoires entre le Canada et le MERCOSUR ont progressé. Le 9 octobre 2017, le ministre Champagne et le ministre des Relations extérieures du Brésil, M. Aloysio Nunes (au nom du MERCOSUR), ont publié une déclaration commune en marge de la miniconférence ministérielle de l'OMC à Marrakech dans laquelle ils se sont engagés à poursuivre les discussions. Les négociations d'un ALE avec le MERCOSUR permettraient au Canada de promouvoir son programme commercial progressiste dans la région.

Coopération multilatérale

Le Canada collabore avec l'Argentine en vue de promouvoir des valeurs communes et des intérêts mutuels au sein des instances multilatérales, par exemple dans le cadre d'une coopération accrue sur les questions liées à la démocratie, aux droits de la personne, à l'égalité entre les sexes et à la sécurité au sein de l'Organisation des États américains. Le Canada et l'Argentine sont des partenaires hémisphériques, notamment au sein du Groupe de Lima – un groupe ad hoc rassemblant 12 pays qui se concentre sur la coordination d'une réponse concrète à la crise au Venezuela. Le Canada et l'Argentine ont participé activement au Groupe de Lima, coordonnant nos efforts pour maintenir la pression sur le gouvernement vénézuélien pour plaider en faveur du rétablissement de la démocratie et de la protection des droits de la personne des Vénézuéliens. Les demandes principales du groupe Lima incluent la libération immédiate de tous les prisonniers politiques au Venezuela, l'établissement d'un nouveau calendrier électoral et le respect d'élections justes et libres, le rétablissement de la démocratie au Venezuela par des moyens pacifiques et négociés, et l'accès sans entraves aux organisations humanitaires afin d'alléger la situation humanitaire. Le Canada et l'Argentine collaborent étroitement aussi au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) afin de promouvoir un programme de commerce progressiste et de croissance inclusive, comme cela a été démontré lors de la onzième conférence ministérielle de l'OMC (CM11) tenue à Buenos Aires, en Argentine. Le Canada cherche également à maximiser les complémentarités entre la présidence du G7, dont il a la charge en 2018, et la présidence du G20, assumée par l'Argentine, à qui il a offert son soutien.

Recommandation 2 : Le Comité recommande que le gouvernement du Canada s'engage davantage auprès de l'Argentine et transmette son expertise dans le domaine des technologies propres et des énergies renouvelables, notamment pour la production d'énergies solaire, éolienne et hydroélectrique. Le Canada et l'Argentine devraient également discuter de façons d'améliorer les habitudes de consommation et développer ensemble une stratégie de communication sur l'efficacité énergétique à l'intention de la population et des industries argentines.

Le gouvernement du Canada s'est donné comme priorité de faire preuve de leadership dans la lutte contre les changements climatiques, à la fois à l'échelle nationale et internationale. Les défis posés par les changements climatiques dépassent les frontières, et c'est pourquoi nous misons sur les partenariats internationaux pour contrer cette menace qui guette le monde entier. À travers ses mesures de lutte contre les changements climatiques, le gouvernement du Canada soutient les activités de recherche, de développement et de démonstration liées aux technologies propres. Le Canada joue un rôle dans la lutte contre les changements climatiques, et ce, tout en favorisant la croissance économique grâce à des mesures propices aux investissements dans les technologies propres, y compris dans les secteurs de l'exploitation forestière, de la pêche, de l'exploitation minière, de l'énergie et de l'agriculture.

Alliée du Canada dans la lutte contre les changements climatiques, l'Argentine s'est engagée à mettre en œuvre l'Accord de Paris, qu'elle a ratifié le 21 septembre 2016. Le gouvernement du président Macri a créé un comité spécial du Cabinet sur les changements climatiques et a présenté une version révisée et plus ambitieuse de la contribution déterminée au niveau national (CDN) lors de la COP 22 en novembre 2016. Cette version révisée de la CDN de l'Argentine établit à 18 % la cible inconditionnelle de réduction des gaz à effet de serre, et à 37 % la cible globale (conditionnelle et inconditionnelle) d'ici 2030. Dans ce contexte, le développement des énergies renouvelables constitue l'un des principaux piliers de la politique énergétique de l'Argentine. Le pays a d'ailleurs adopté des mesures législatives visant précisément à diversifier la filière énergétique et à produire 20 % de son électricité au moyen de technologies d'énergies renouvelables d'ici 2025. Étant donné le contexte financier favorable, cet objectif est probablement atteignable, car l'Argentine possède des ressources éoliennes parmi les plus prometteuses du monde et ses ressources solaires se classent au 11^e rang mondial sur le plan de la productivité. Le Canada se classe au troisième rang mondial pour sa capacité en énergies renouvelables et compte une combinaison diversifiée de sources d'énergies renouvelables, notamment l'hydroélectricité, le solaire, l'éolien, la biomasse et l'énergie marémotrice. Les entreprises canadiennes du secteur des technologies propres possèdent l'expertise dont l'Argentine a besoin pour atteindre ses objectifs en matière d'énergies renouvelables.

L'ambassade du Canada à Buenos Aires continue de suivre de près l'évolution de l'approche ambitieuse de l'Argentine relativement à la lutte contre les changements climatiques et aux occasions commerciales. L'ambassade cherche à aider les intervenants et les acteurs de

l'industrie canadienne des technologies propres à saisir les débouchés offerts par l'Argentine et offre un soutien sur le terrain aux organisations canadiennes qui ont ciblé ce pays comme marché prioritaire pour l'expansion des affaires. L'ambassade poursuivra ses efforts afin de tenir les fournisseurs canadiens de services et de technologies informés de l'évolution du marché et offrent à l'Argentine la possibilité d'avoir accès aux technologies et à l'expertise novatrices du Canada en matière de conception, de financement, de développement et d'exécution de projets liés aux technologies propres. Quelques entreprises canadiennes, essentiellement dans le domaine de l'énergie solaire, ont ciblé le secteur argentin des énergies renouvelables, et ce, avec des résultats encore incertains. Jusqu'à maintenant, une entreprise canadienne (S2E Technologies) s'est vu accorder des projets d'énergie solaire dont la puissance équivaut à 100 mW – ces projets ont été obtenus en partenariat avec la province de Mendoza. Même si l'Argentine offre des débouchés intéressants, l'accès à un financement à faible coût constitue un avantage concurrentiel clé pour certains développeurs et fournisseurs de technologies d'autres pays. De ce fait, les entreprises canadiennes doivent avoir accès à des financements similaires. La faible notation de crédit souverain – malgré les améliorations – de l'Argentine et le nouveau cadre réglementaire encore à l'essai posent également des problèmes pour les PME canadiennes. Malgré tout, l'ambassade en Argentine est positionnée pour appuyer les entreprises canadiennes, en partenariat avec Exportation et développement Canada (EDC), afin de leur permettre d'être concurrentielles dans ce pays. Dans le cadre de ses efforts soutenus pour aider les entreprises canadiennes présentes en Argentine et celles qui cherchent activement à pénétrer ce marché, l'ambassade a organisé une petite mission ciblée d'acheteurs argentins pour participer à l'expo-conférence technique de la Water Environment Federation, tenue en octobre 2017, en Nouvelle-Orléans, aux États-Unis. Plus grand évènement mondial consacré à l'eau tenu aux États-Unis, cette expo-conférence attire chaque année de nombreuses entreprises canadiennes.

Depuis longtemps, le Canada et l'Argentine entretiennent des relations fructueuses dans le domaine nucléaire, des relations qui remontent au premier contrat du réacteur à eau lourde CANDU d'Embalse en 1973, fourni par Énergie atomique du Canada limitée (EACL). La fourniture de services de conception et d'ingénierie relatifs à la technologie CANDU représente l'un des principaux intérêts du Canada. D'ailleurs, la filière nucléaire de l'entreprise canadienne SNC-Lavalin y mène deux projets actuellement : la remise à neuf du réacteur CANDU de la centrale d'Embalse et la fourniture d'une nouvelle conception et de services techniques visant la construction d'une nouvelle centrale nucléaire CANDU. En relançant les consultations bilatérales sur le nucléaire conformément à l'Accord de coopération nucléaire Canada-Argentine, le gouvernement du Canada favorise la coopération bilatérale et multilatérale dans les domaines du désarmement, de la non-prolifération et de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. Les consultations les plus récentes ont été tenues en novembre 2017.

Le Canada et l'Argentine participent à différentes tribunes multilatérales, lesquelles leur offrent la possibilité d'échanger de l'expertise dans les domaines de l'exploitation pétrolière et gazière, des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique. Le Canada a également mis en place de

solides pratiques pour collaborer avec les consommateurs et l'industrie afin de promouvoir l'efficacité énergétique. Ces pratiques pourraient être partagées avec l'Argentine. Le Canada a exprimé son soutien à l'égard des grands thèmes et résultats liés à l'efficacité énergétique que l'Argentine a mis de l'avant en vue de sa présidence du G20. Le Canada continuera à participer activement aux activités du G20 prévues par l'Argentine en 2018. Par exemple, le Canada fera une présentation sur l'efficacité énergétique à l'occasion du Congrès sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, qui se tiendra en février 2018 à Buenos Aires. Le Canada et l'Argentine sont également membres du Partenariat international pour la coopération en matière d'efficacité énergétique (PICEE). Dans le cadre de cette tribune, les pays membres échangent des renseignements et tissent des partenariats en vue l'accélérer l'adoption de politiques et de pratiques en matière d'efficacité énergétique. Le PICEE est la principale organisation responsable de la mise en œuvre du Programme principal d'efficacité énergétique du G20, le premier cadre à long terme du G20 sur la coopération en matière d'efficacité énergétique. Le Canada et l'Argentine participent au programme. En outre, on s'attend à ce que l'Argentine poursuive la mise en œuvre de la proposition de l'Allemagne d'établir un carrefour de l'efficacité énergétique, ce qui permettra de rationaliser le travail mené actuellement par le PICEE et l'Agence internationale de l'énergie (AIE) et de mieux faire connaître les pratiques en matière d'efficacité énergétique. Le Canada contribue de manière proactive à l'établissement du carrefour. Le Canada participe à différentes tribunes multilatérales où il a l'occasion d'échanger de l'expertise dans les domaines des technologies propres, des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique. Lors du One Planet Summit, le Canada a encouragé l'Argentine à adhérer à l'Alliance « Énergiser au-delà du charbon » et à rallier les pays et les gouvernements infranationaux afin de favoriser la transition du charbon vers des sources d'énergie plus durables. Le Canada a également accepté l'invitation de l'Argentine de participer au groupe de travail du G20 chargé de l'élaboration d'une stratégie à long terme sur les changements climatiques.

Par le biais du Conseil des ministres de l'Énergie (CME) et dans le cadre des initiatives du Conseil, le Canada collabore avec des pays partenaires clés afin de réaliser des progrès à l'échelle mondiale dans certains secteurs, comme celui de l'efficacité énergétique (incluant les immeubles et l'industrie), ainsi que pour favoriser le déploiement et l'intégration de technologies d'énergie propre. Le Canada souhaite que l'Argentine devienne un membre du CME, qui constituerait alors un tremplin idéal pour partager l'expérience du Canada pour ce qui est du travail qu'il effectue auprès de l'industrie et des consommateurs canadiens pour encourager l'efficacité énergétique.

Ressources naturelles Canada collabore avec les consommateurs et l'industrie pour encourager l'adoption de technologies, de produits et de pratiques efficaces sur le plan énergétique grâce à l'étiquetage, à la diffusion d'information sur la gestion de l'énergie et la formation. Il vise également à rendre les maisons, les immeubles et les produits énergivores plus efficaces par l'adoption de règlements, de codes et de normes et la réalisation d'évaluations comparatives. Enfin, il contribue en outre à rendre les opérations industrielles et l'utilisation des véhicules plus efficace sur le plan énergétique par l'adoption de normes et de pratiques en matière de gestion de l'énergie. Les partenaires intéressés peuvent tirer profit de cette expertise.

Le logiciel RETScreen, développé par le centre de recherche de Ressources naturelles Canada, CanmetÉNERGIE, à Varennes, est un logiciel de gestion des énergies propres qui permet d'analyser la faisabilité des projets d'efficacité énergétique, d'énergie renouvelable et de cogénération. De nombreux ateliers de formation sur le logiciel ont été donnés en Argentine depuis 2006. Une quinzaine d'universités et de collègues utilisent RETScreen à des fins d'enseignement et de recherches. Des ateliers de formation sur la nouvelle version du logiciel, *RETScreen Expert*, pourraient possiblement être organisés en Argentine.

Par ailleurs, le Fonds pour service aux clients (FSC) et le Fonds de la stratégie axée sur le commerce d'intégration (FSCI) d'Affaires mondiales Canada servent à financer nos programmes commerciaux à l'étranger. On se sert habituellement de ces fonds pour inciter les provinces, d'autres ministères du gouvernement et d'autres partenaires à verser des contributions substantielles afin de financer des activités de développement du commerce international dans les missions à l'étranger. La FSC et le FSCI, dont les réserves s'établissent à 2,3 M\$ et à 3,8 M\$ respectivement, s'alignent sur les priorités du gouvernement et mettent l'accent sur les neuf secteurs « proactifs » suivants : la technologie de l'information et les communications (TIC); l'aérospatial; la technologie propre; les sciences de la vie; l'infrastructure; l'automobile; les industries extractives; la défense et la sécurité et l'éducation. L'ambassade du Canada en Argentine est sans cesse à la recherche d'occasions concrètes et solides du point de vue commercial de mettre à profit ces ressources, notamment dans les secteurs des technologies propres, des industries extractives et de l'éducation.

Sur les 2,3 milliards de dollars destinés au secteur des technologies propres dans le budget de 2017, le gouvernement du Canada s'est engagé à verser 15 millions de dollars sur quatre ans à Affaires mondiales Canada pour qu'il établisse une stratégie de développement du commerce international sur l'énergie propre. Selon cette stratégie, le Service des délégués commerciaux redoublera d'efforts¹ pour aider les entreprises canadiennes de technologies propres à tirer parti des débouchés croissants. Affaires mondiales Canada a également créé en novembre 2017, dans le cadre de la stratégie, un nouveau poste de délégué commercial régional principal pour le secteur des technologies propres, basé en Colombie. Le nouveau délégué commercial contribuera à la planification, à l'élaboration et à l'exécution des efforts menés par le Canada pour développer le programme commercial des technologies propres. De même, il participera à la recherche d'investissements et à l'établissement de partenariats dans les domaines de la recherche et de l'innovation pour la région de l'Amérique du Sud. L'une de ses tâches

¹ Le Service des délégués commerciaux (SDC) joue un rôle important en appuyant les entreprises canadiennes à développer leurs affaires à l'international. En effet, le SDC met à profit son vaste réseau pour que les entreprises canadiennes prêtes à exporter puisse tirer avantage des débouchés à l'étranger, ainsi que pour créer des ponts entre partenaires et acheteurs stratégiques dans les marchés. Les entreprises canadiennes peuvent accéder aux programmes du SDC, y compris CanExport, pour réduire une partie des coûts liés aux activités de développement des affaires dans de nouveaux marchés étrangers, de même qu'au programme Vision mondiale en innovation, qui aide les chercheurs à commercialiser des technologies grâce à une collaboration internationale dans le domaine de la recherche et à l'établissement de partenariats avec des acteurs clés dans les marchés étrangers.

principales consiste à aider les entreprises canadiennes à exporter leurs technologies et leurs processus propres et viables et autres services connexes. De plus, il favorise la coopération scientifique et technologique entre les entreprises, les chercheurs et les universitaires, et de même que l'établissement de relations stratégiques avec les principaux clients. Il est prévu que le délégué commercial régional responsable des technologies propres joue un rôle précieux en Argentine dans le partage de l'expertise, du savoir-faire et des capacités du Canada en matière de technologies propres et d'énergies renouvelables.

Recommandation n° 3 : *Le Comité recommande que, compte tenu des débouchés dans le secteur minier en général et l'industrie pétrolière et gazière en particulier, le gouvernement du Canada établisse des partenariats avec l'Argentine portant sur la prestation de services de soutien requis. En plus d'accroître les investissements et le partage de la technologie et du savoir-faire technique, il faut favoriser les partenariats qui permettent de transmettre les connaissances relatives aux cadres réglementaires et aux relations fédérales-provinciales.*

Bien qu'il demeure relativement jeune, le secteur minier argentin a déjà attiré d'importants investissements étrangers, et il est ainsi devenu un élément important du développement économique du pays et de la région. De façon générale, l'Argentine est un pays intéressant pour l'industrie minière, du fait de ses ressources naturelles exceptionnelles et de la présence d'une main-d'œuvre assez bien qualifiée. Les entreprises minières canadiennes ont été très actives en Argentine, si bien que le Canada est considéré comme le plus grand investisseur dans le secteur minier argentin, à la fois dans les mines de métaux traditionnels et dans les nouvelles ressources, comme le lithium, éléments essentiels des efforts vers l'établissement d'économies propres. Sur l'ensemble des 1,87 milliard de dollars des importations canadiennes de l'Argentine en 2015, environ 75 % étaient des métaux. Ressources naturelles Canada évalue en outre à 13,2 milliards de dollars la valeur, pour 2014, des actifs miniers canadiens en Argentine (propriétés, usines, équipement, droits miniers et investissements, etc.).

Compte tenu de l'importance du secteur minier, tant pour la relation actuelle que future entre le Canada et l'Argentine, notamment le fait que les fournisseurs canadiens d'équipement et de services du secteur minier profiteront de débouchés sur le marché argentin en croissance, l'ambassade du Canada en Argentine a activement soutenu les exportateurs canadiens dans le cadre de différentes missions d'acheteurs – salon minier de l'Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs (ACPE), à Toronto, organisation de visites dans des pôles miniers canadiens, notamment à Sudbury, en Ontario, et à Val d'Or, au Québec. L'ambassade accueille et soutient également les fournisseurs canadiens souhaitant pénétrer le marché argentin, en participant à des salons en Argentine et en organisant des rencontres, tout en collaborant activement avec l'ambassade du Canada au Chili pour tirer profit de différents événements et missions commerciales au Chili afin d'aider les entreprises canadiennes sur une base régionale.

Le gouvernement du Canada a pris des mesures pour approfondir ses liens avec l'Argentine dans le secteur de l'industrie minière, tant sur le plan des opérations qu'au niveau des hauts fonctionnaires, entre autres en organisant des réunions bilatérales en marge de forums et de salons commerciaux internationaux : forum intergouvernemental sur l'exploitation minière, les minéraux et les métaux et le développement durable; convention, salon commercial et forum des investisseurs de l'Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs; participation

conjointe de l'Argentine et du Canada au Comité de la haute direction du forum régional des mines des Amériques, qui a été rétabli depuis peu, et tout dernièrement, en décembre 2017, dans le cadre d'une réunion entre les ministres Champagne et Aranguren, en marge de la CM11, à Buenos Aires.

Dans le cadre de l'Initiative Mines Vertes, le gouvernement du Canada travaille en étroite collaboration avec l'industrie pour développer des technologies propres et réduire les obstacles potentiels à la commercialisation dans les secteurs de l'efficacité énergétique, de la gestion de l'eau et des déchets et la productivité accrue. Pour sa part, le ministère des Ressources naturelles a entamé des discussions préliminaires avec des responsables argentins pour évaluer le niveau d'intérêt dans des occasions de recherche collaborative et de développement touchant l'exploitation minière verte.

Mentionnons ensuite que Ressources naturelles Canada et le ministère de l'Énergie et des Mines de l'Argentine négocient actuellement un protocole d'entente pour la coopération dans les domaines de la recherche des sciences de la terre, de la gouvernance des ressources durables et de la politique minière.

Des responsables de Ressources naturelles Canada ont également participé au Canada, à une mission dirigée par la Fundación Red de Acción Política [Fondation du réseau d'action politique] (RAP) de l'Argentine, à l'automne 2016. La mission avait pour objectif de partager de l'information sur les relations fédérales-provinciales en matière d'exploitation des ressources naturelles au Canada ainsi que sur le cadre réglementaire canadien mis en place pour appuyer une exploitation durable des ressources. Qui plus est, en 2016, à la demande du sous-secrétariat de la politique minière de l'Argentine, Ressources naturelles Canada a fourni de l'information sur le Bureau canadien de gestion des grands projets, les règlements environnementaux des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, ainsi que sur l'Initiative nationale pour les mines orphelines et abandonnées et sur la fermeture et la remise en état de sites miniers.

Le Canada et l'Argentine sont tous deux membres du Partenariat des Amériques pour le climat et l'énergie, au sein duquel le Canada dirige le groupe de travail sur l'exploitation pétrolière et gazière plus propre. Par l'intermédiaire de ce groupe, le Canada partage son expertise en matière de production plus propre des ressources pétrolières et gazières avec les autres pays membres du Partenariat. Le Canada souhaite que l'Argentine se joigne au groupe de travail.

Le Canada accueille favorablement la demande officielle de l'Argentine, présentée le 6 décembre 2017, à adhérer à l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE). Le Canada a activement appuyé l'ITIE au niveau international, et l'initiative constituera une plateforme additionnelle pour renforcer la collaboration entre l'Argentine et le Canada pour ce qui est d'accroître la transparence dans le secteur de l'extraction, particulièrement l'extraction minière.

L'ambassade du Canada en Argentine a travaillé avec ardeur pour aider les entreprises canadiennes en Argentine à exporter leurs produits et leurs services sur le marché argentin. Grâce à ces exportations, l'Argentine pourra développer cet important secteur industriel. Ainsi, l'ambassade du Canada, en partenariat avec la province de l'Alberta, a organisé quatre missions

commerciales en Argentine et deux missions en Alberta depuis 2006. De plus, en novembre 2017, l'ambassade a organisé une mission commerciale des « partenaires canadiens sur les énergies ». La mission comprenait 22 entreprises de services et manufacturières, dont la Société canadienne pour les ressources non conventionnelles et la Canadian Heavy Oil Association. Dans le cadre de cette mission, deux séminaires techniques réunissant 250 participants ont été organisés. Ces séminaires ont constitué une plateforme pratique pour le partage de l'expertise et du savoir-faire canadiens. On a également distribué la brochure « Savoir-faire exportable » aux personnes-ressources de l'industrie.

L'ambassade du Canada poursuivra ses efforts en vue de resserrer, de manière ciblée, les liens entre les intervenants des secteurs publics et privés des deux pays, afin que le marché argentin continue d'être exposé aux technologies novatrices et à l'expertise canadienne dans les domaines de l'exploitation pétrolière et gazière, incluant l'expérience acquise dans les secteurs publics et privés touchant l'exploitation et la gestion responsable des ressources naturelles. L'Argentine travaille à rédiger des appels d'offres portant sur des activités d'exploration extracôtière. Suivant de près les efforts faits par l'Argentine pour stimuler l'exploitation des ressources pétrolières et gazières extracôtières en tant que nouvelles ressources, l'ambassade du Canada à Buenos Aires tente activement de cerner les possibilités de collaboration dans ce secteur, et cherche en particulier à promouvoir des occasions d'affaires auprès de l'industrie d'exploitation pétrolière et gazière extracôtière des provinces de l'Atlantique.

Recommandation n° 4 : Le Comité recommande que le gouvernement du Canada profite de l'initiative lancée récemment par l'Association minière du Canada et la Camara Argentina de Empresarios Mineros pour appuyer des projets conjoints visant à promouvoir la responsabilité sociale des entreprises sur une plus grande échelle en Amérique du Sud et au sein de l'industrie.

Les entreprises canadiennes ont réalisé des investissements considérables dans le secteur extractif en Amérique latine et dans les Caraïbes (ALC). Or, dans cette région, les répercussions environnementales et sociales perçues et réelles de leurs activités sont parfois la source de critiques et de conflits. Le commerce progressiste consiste à s'assurer que tous les segments de la société peuvent bénéficier des possibilités découlant du commerce et des investissements. Par exemple, le secteur extractif canadien, l'un des plus actifs dans le monde, offre un grand potentiel pour ce qui est d'améliorer la vie des personnes et des collectivités dans le monde. De fait, les ressources naturelles, incluant les ressources minières et pétrolières et gazières, sont devenues de plus en plus importantes pour la croissance économique de nombreux pays. D'après une compilation réalisée en octobre 2017, les entreprises canadiennes possédaient des intérêts dans près de 800 projets actifs dans la région de l'ALC, à divers stades de développement. Selon Ressources naturelles Canada, plus de 300 entreprises canadiennes d'exploitation minière cotées en bourse détiennent plus de 88,5 milliards de dollars en valeur d'actifs miniers dans la région (données de 2015).

Le Canada reconnaît l'importance de créer un environnement d'affaires et de collaboration responsable avec les entreprises, les collectivités, les organisations de la société civile et les gouvernements hôtes afin de consolider le commerce équitable à l'échelle mondiale. Aussi le gouvernement canadien encourage-t-il l'ensemble des entreprises du secteur de l'extraction à adhérer aux normes et pratiques exemplaires internationales. De même, les responsables canadiens collaborent étroitement avec des entreprises et des organisations de la société civile (canadiennes et locales), ainsi qu'avec les gouvernements locaux, pour favoriser l'adoption de normes internationales et promouvoir les meilleures pratiques sur les plans social et environnemental. Enfin, le gouvernement canadien appuie des initiatives visant à renforcer les règlements locaux environnementaux, sociaux et économiques liés aux activités du secteur de l'extraction afin d'établir des règles de jeu équitables pour l'ensemble des entreprises concernées et de faire en sorte que les populations locales, tout particulièrement les populations vulnérables telles que les femmes et les populations autochtones, puissent prendre part aux bénéfices qui découlent de ces activités.

Le Canada dispose d'une stratégie relative à la responsabilité sociale des entreprises (RSE). Cette stratégie énonce les efforts menés par le Canada pour favoriser des relations constructives entre les entreprises du secteur de l'extraction et les intervenants dans la région et promouvoir des pratiques commerciales responsables. Dans le cadre de la stratégie, le personnel diplomatique canadien encourage l'adoption de bonnes pratiques en matière de RSE, notamment en faisant la promotion du respect des lignes directrices en matière de RSE. Il cherche également à cerner les occasions de collaboration entre les entreprises canadiennes et les collectivités et les fournisseurs locaux, afin que les collectivités où se déroulent les activités minières puissent tirer avantage d'une exploitation responsable des ressources. De fait, le Service des délégués commerciaux, le conseiller en RSE et Ressources naturelles Canada fournissent aux entreprises canadiennes des ressources et des outils qui énoncent la stratégie relative à la RSE et les attentes du Canada sur la conduite responsable des entreprises. Un fonds de la RSE, rattaché au cycle de planification opérationnelle des missions, permet d'appuyer des initiatives. Au cours des huit années d'existence de la Stratégie relative à la RSE, le Fonds a appuyé plus de 350 projets à l'échelle mondiale, pour une valeur totale approximative de 1,8 M\$. Pour le présent exercice financier, une somme totale de 102 970 \$, soit 41 % des 250 000 \$ du Fonds de la RSE, a été allouée à 26 initiatives liées à la promotion de la RSE dans l'ensemble de la région de l'Amérique latine.

Avec pour objectif de développer des réseaux et des partenariats, les 26 initiatives liées à la RSE menées dans la région ont servi à ouvrir un dialogue sur les principaux thèmes, comme la mobilisation des intervenants, la gérance de l'environnement, l'atténuation des risques et l'avancement des normes internationales en matière de RSE. Voici, à titre d'exemple, certains des projets touchant la RSE qui ont été réalisés dans la région : i) atelier dirigé par un expert canadien sur la consultation préalable ou sur des ententes de partage des avantages avec la collectivité; ii) un forum multilatéral sur l'officialisation du rôle des femmes dans le secteur minier; iii) l'adaptation du Guide sur l'exploration et l'exploitation minières pour les communautés autochtones de Ressources naturelles Canada; iv) un atelier à l'intention des intervenants sur la réalisation d'évaluations des répercussions sur les droits de la personne préalablement à l'exploitation de ressources naturelles ou à l'élaboration de projets d'infrastructure de grande ampleur; v) tables rondes avec les dirigeants du secteur minier sur des thèmes de gouvernance, comme l'intégration de la politique de tolérance zéro en ce qui concerne les pots-de-vin et la corruption; la gestion des tierces parties; vi) un atelier dirigé par un expert

canadien sur la mise en œuvre des Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme des Nations Unies. De plus, en juin 2016, le Canada est devenu le premier pays observateur à conclure un partenariat stratégique avec l'Alliance du Pacifique, qui comprend le Mexique, le Chili, la Colombie et le Pérou. Le Canada et les pays membres de l'Alliance ont établi la RSE comme domaine clé de coopération dans leur déclaration commune sur le Partenariat.

Dans le cadre de ses efforts pour promouvoir la RSE, l'ambassade du Canada a joué un rôle en appuyant l'adoption par la chambre des entrepreneurs miniers de l'Argentine (CAEM) du guide sur les pratiques exemplaires intitulé *Vers le développement minier durable* de l'Association minière du Canada. Le guide est l'exemple le plus éloquent des pratiques exemplaires de l'industrie et a maintenant été adopté par quatre associations minières nationales à l'extérieur du Canada (l'Argentine, les Philippines, le Botswana et la Finlande). À la suite de l'adoption du guide par la CAEM, l'ambassade du Canada en Argentine a continué à offrir son soutien, contribuant à la présentation de séances de formation à Buenos Aires, et en contribuant activement à la mobilisation des représentants gouvernementaux et de la société civile. La séance la plus récente sur le guide a eu lieu en novembre 2017 lorsque des dirigeants de l'Association minière du Canada ont tenu deux ateliers en Argentine. L'Association travaille également avec le CAEM dans ses efforts pour encourager l'adoption du guide par d'autres administrations dans la région de l'ALC, et reçoit à cet égard le soutien des missions à l'étranger d'Affaires mondiales Canada.

Recommandation n° 5 : Le Comité recommande qu'Exportation et développement Canada (EDC) entreprenne immédiatement un examen des niveaux de service qu'elle offre aux entreprises canadiennes qui s'intéressent au marché argentin. Cet examen devrait englober une évaluation de la valeur et des avantages de l'établissement d'une présence à Buenos Aires pour les entreprises canadiennes et pour d'autres intérêts commerciaux canadiens

EDC fait des affaires en Argentine même si certaines restrictions continuent de s'appliquer à l'ensemble de ses programmes en raison des risques résiduels liés à ce marché. Bien que l'administration argentine actuelle prenne des mesures pour répondre à des problèmes économiques de longue date, EDC est consciente qu'il faudra un certain temps avant que la situation macroéconomique change, et continue de surveiller ce marché de près.

De 2012 à 2016, EDC a fourni des services à plus de 242 exportateurs canadiens en Argentine, ce qui a donné lieu à des retombées d'affaires de l'ordre de 662 M\$. EDC prend des mesures pour accroître son engagement dans le marché en repérant les grandes sociétés argentines susceptibles d'être de bonnes candidates pour son programme financement acheteur étranger. Ce programme donne aux sociétés canadiennes intéressées et qui disposent des capacités nécessaires l'accès à des acheteurs locaux solvables. Dans les marchés où il opère, EDC collabore étroitement avec le Service des délégués commerciaux pour faciliter ce type d'ententes. EDC continuera à collaborer étroitement avec AMC et les divers partenaires et les associations du secteur privé pour aider à cerner de nouveaux débouchés pour les exportateurs canadiens.

À partir de l'administration centrale à Ottawa et de ses bureaux à São Paulo et Rio de Janeiro, EDC appuie les entreprises canadiennes qui prévoient mener des affaires ou qui mènent déjà des

affaires en Argentine. Le personnel d'EDC au Canada et au Brésil a démontré qu'il était en bonne posture pour répondre aux demandes des exportateurs souhaitant faire croître leurs affaires en Argentine. Ainsi, EDC ne prévoit pas ouvrir un bureau dans ce marché et continuera à servir les exportateurs et les clients à partir de ses bureaux à Ottawa et au Brésil. EDC demeure résolu à servir les exportateurs et les investisseurs canadiens qui souhaitent mener des affaires en Argentine.

EDC communique régulièrement avec d'autres organismes de crédit à l'exportation pour s'assurer que ses services répondent à la demande canadienne et que sa présence correspond à celle d'autres organismes de crédit à l'exportation à l'étranger.

Recommandation n°6 : Le Comité recommande que le gouvernement du Canada, de concert avec les institutions concernées et les différents ordres de gouvernement, examine les possibilités de mettre en place un programme de bourses qui faciliterait les échanges d'étudiants entre le Canada et l'Argentine. Il devrait aussi envisager de conclure des ententes-cadres concrètes sur la collaboration en matière d'éducation, tout en demeurant conscient des problèmes liés à la reconnaissance des titres de compétences étrangers.

Le Canada perçoit l'éducation internationale comme un pilier important permettant de favoriser l'établissement de liens économiques solides, de renforcer les capacités en matière de ressources humaines et de consolider les relations bilatérales dans l'économie mondialisée d'aujourd'hui. Les communautés universitaires et scientifiques du Canada et de l'Argentine partagent d'ailleurs depuis longtemps des liens, lesquels sont devenus un fondement solide pour la coopération institutionnelle bilatérale. Les deux pays ont conclu en 1998 un protocole d'entente sur la coopération dans le domaine de l'enseignement, qui offre déjà un cadre juridiquement non contraignant en la matière. Le Canada, à l'instar de l'Argentine, a un intérêt dans une consolidation des liens sur les plans de l'enseignement et de la science, de la technologie et de l'innovation et encourage les établissements argentins à explorer les possibilités de créer de nouveaux liens avec les établissements canadiens dans le but de favoriser les échanges universitaires et la collaboration en matière de recherche. Bien que le Canada ne dispose pas d'un mécanisme permettant de suivre le nombre d'ententes avec des partenaires argentins, il y a plusieurs ententes actives entre des universités et des collèges dans les deux pays.

Bien que l'Argentine ne soit pas considérée comme un marché prioritaire dans le cadre de la Stratégie du Canada en matière d'éducation internationale, le Canada serait heureux d'accueillir plus d'étudiants argentins. Selon CIRC, 260 Argentins ont étudié au Canada en 2016 pendant au moins six mois, soit 24 % de plus qu'en 2015. Le Canada serait ravi d'accueillir plus d'Argentins souhaitant venir étudier ou faire des recherches. L'ambassade du Canada en Argentine continue d'étudier des façons d'accroître les liens interpersonnels entre les Canadiens et les Argentins par la promotion du Canada en tant que destination pour des études linguistiques à court ou à long terme. Par exemple, l'ambassade aide les établissements d'enseignement qui cherchent à tisser des liens en Argentine par la participation à certaines foires et activités.

Les bourses du Programme des futurs leaders dans les Amériques (PFLA), créées par Affaires mondiales Canada en 2009 et financées par le ministère, offrent aux étudiants et aux chercheurs

de l'Amérique latine et des Caraïbes des occasions d'échange à court terme, au Canada, au niveau collégial, au premier cycle ou aux cycles supérieurs. Ces bourses sont gérées grâce à des collaborations institutionnelles et des ententes d'échanges étudiants entre les établissements du Canada, de l'Amérique latine et des Caraïbes. Ces ententes sont conclues entre des collèges, des institutions techniques ou professionnelles et des universités. Le PFLA contribue à créer des liens interpersonnels avec de futurs leaders bien au courant de l'excellence académique du Canada, et bien disposés à l'égard du Canada. Depuis sa création en 2009, le PFLA a accordé en moyenne de 20 à 30 bourses par an à des Argentins. Au cours des trois dernières années, cela représente un taux de réussite d'environ 50 %, puisque le programme reçoit en moyenne 62 demandes de l'Argentine. Depuis sa mise sur pied, le PFLA a créé des liens entre plus de 30 institutions de l'Argentine et du Canada.

Les étudiants et les chercheurs argentins sont également admissibles à divers programmes de bourses scolaires qui leur permettront de venir au Canada. Les bourses Banting et Vanier, financées par le gouvernement fédéral, sont disponibles, de même que les bourses du Programme de chercheurs mondiaux de l'ICRA, les bourses de l'IRSC, les prix du Centre de recherche pour le développement international (CRDI) aux chercheurs candidats au doctorat, les prix de recherche du CRDI, les bourses du programme des attachés de recherche du Conseil national de recherche (CNR), et les bourses du Programme de recherche scientifique dans les laboratoires du gouvernement canadien. D'autres organisations, par exemple la Fondation Jeanne Sauvé pour la jeunesse et la Fondation Trudeau offrent aux Argentins la possibilité de poursuivre leurs études et leurs recherches au Canada.

En octobre 2017, le gouvernement de l'Argentine est entré en contact avec CIRC pour indiquer son intérêt à en savoir plus sur la volonté du Canada d'entreprendre des discussions au sujet d'une entente bilatérale sur la mobilité des jeunes. Les représentants d'Expérience internationale Canada (EIC) ont décrit les objectifs du programme, indiquant qu'il donnait aux jeunes Canadiens l'occasion de travailler à l'étranger et de voyager. EIC procède actuellement à une analyse des avantages d'une entente sur la mobilité des jeunes, en tenant compte de la pertinence d'une entente bilatérale, de l'attrait pour les jeunes Canadiens (étroitement lié aux possibilités de travailler en anglais ou en français) et des conditions de travail (p. ex. taux de chômage chez les jeunes, le salaire, les possibilités professionnelles).

Recommandation n° 7 : Que le gouvernement du Canada offre son aide à l'Argentine dans le cadre de l'examen des options visant à redéfinir son cadre fédéral-provincial et des nouvelles formules de péréquation.

Le secrétariat des provinces du ministère de l'Intérieur de l'Argentine s'est dit désireux d'en savoir plus sur les questions liées à l'impôt et à la répartition des revenus au Canada.

L'ambassade du Canada en Argentine a communiqué de l'information sur le programme canadien de péréquation. En puisant de son expérience du fédéralisme fiscal et plus précisément

du programme de péréquation, le gouvernement du Canada, par l'intermédiaire du ministère des Finances, communiquera également des renseignements et des connaissances avec l'Argentine en même temps qu'il étudie des options pour restructurer son cadre fédéral-provincial et envisage de nouvelles formules de péréquation.

Du 2 au 8 octobre 2016, la Fundacion Red de Accion Politica (RAP), avec la collaboration de l'ambassade du Canada en Argentine et le Forum des fédérations, a fait un voyage d'études au Canada. La délégation du RAP comptait 13 politiciens de divers partis et de diverses régions du pays. Le but premier de la visite était d'en apprendre plus sur les rouages du système fédéral canadien, notamment sur le fédéralisme fiscal et la péréquation. Elle a également rencontré des représentants du ministère des Finances qui ont fait un survol du fédéralisme fiscal au Canada, des disparités fiscales entre provinces et les territoires, et des transferts fédéraux aux provinces et aux territoires. On a également expliqué en gros comment fonctionne la péréquation. Le ministère des Finances est enclin à fournir plus de détails sur les formules utilisées pour répartir le financement entre les provinces et les territoires au titre de la péréquation, de la Formule de financement des territoires, du Transfert canadien en matière de santé et du Transfert canadien en matière de programmes sociaux. D'autres sujets connexes ont également été abordés, soit : gouvernement ouvert, transparence et responsabilisation, ressources naturelles, réglementation et transparence des entreprises extractives. À Ottawa, la délégation a rencontré des professeurs d'université, des représentants de la section canadienne de ParlAmericas, du Bureau du Conseil privé, du Secrétariat du Conseil du Trésor, du Centre parlementaire, de Ressources naturelles Canada et du Bureau de promotion du commerce, ainsi que des députés et des sénateurs.

Conclusion

Comme il est indiqué dans la réponse du gouvernement au treizième rapport du Comité sénatorial permanent des affaires étrangères et du commerce international intitulé *Les relations entre le Canada et l'Argentine à l'aube d'une nouvelle ère?*, le gouvernement canadien a instauré une solide stratégie de réengagement de l'Argentine depuis l'élection du président Macri. Les diverses initiatives mises en place au cours des deux dernières années pour renouveler nos liens avec l'Argentine illustrent bien la volonté du Canada de renforcer les relations bilatérales et d'envisager de nouveaux secteurs de coopération.